



Le 22 mars : Mobilisons-nous partout pour la défense de nos services publics, de nos emplois et de notre qualité de vie !



Après la destruction du code du Travail par ordonnances, le Président Macron décide de détruire notre bien commun : nos services publics !

120 000 suppressions d'emplois dans les services publics alors même que :

- Dans nos hôpitaux les accidents se multiplient faute de personnel et de leur épuisement ;
- Dans nos écoles, collèges et lycées les enseignants sont difficilement remplacés et que des classes fermes sur tout le territoire ;
- Dans nos collectivités territoriales, communes, départements, régions, des services utiles, voire indispensables à la vie de tous, sont supprimés faute de moyens ;
- Dans la Culture avec des effectifs toujours moins nombreux qui rendent l'accès et l'entretien du patrimoine impossibles...

Alors que :

- les bureaux de postes et les gares SNCF ferment pour une « rentabilité » qui ignore les besoins des populations ;
- les transports publics se dégradent ;
- nos campagnes se vident faute de services publics ;

L'avenir de nos services publics conditionne nos vies au quotidien et celle de nos familles.

Le Président Macron a décidé avec son gouvernement de privatiser et précariser notre bien commun pour le livrer à ses amis et donneurs d'ordre les milliardaires. Comblés par des centaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux, par la suppression de l'impôt sur la fortune et couverts pour leur exil fiscal, les grandes fortunes se délectent déjà du démembrement de notre service public financé par nos impôts et notre travail !

Pourtant, les profits explosent, tout comme leurs fortunes, à l'image du plus riche d'entre eux, Bernard Arnault, l'exilé Belge, qui a vu sa fortune augmentée l'année dernière de 77% pour faire de lui le 4e milliardaire le plus riche de la planète !

**Les moyens financiers existent !
Les utiliser pour le bien-être de tous dépend seulement
d'un choix politique !**

Sans services publics pas d'industrie, sans industrie pas de services publics !

Nous sommes liés et dépendants les uns des autres. La défense de nos services publics c'est la défense de nos emplois ! Le fret, l'énergie, les routes, mais aussi la qualification et la technicité des travailleurs de l'État sont notre bien commun. Ainsi que les services de santé qui sont le fruit d'une volonté forte de disposer d'un service public reconnu et de qualité en ce domaine.

Détruire tous ces biens communs et précariser celles et ceux qui y travaillent, c'est casser définitivement un atout essentiel pour les investissements dans les _services comme dans l'industrie, c'est compromettre fortement un avenir pour nos territoires et c'est surtout dégrader totalement notre mode de vie et notre modèle républicain.

Alors le **22 mars** pas d'hésitation !
Mobilisons-nous pour nos services publics !
*Faisons converger nos luttes et changeons,
Tous ensemble, la donne !*

«C'est un record pour la Charente»
Neuf organisations syndicales main dans la main.

La France est un pays riche, elle peut tout à fait subvenir aux besoins des étudiants, des travailleurs et retraités pour relancer la croissance il faut plus de salaire, de meilleures conditions de travail, de formation, des services publics.

Ces politiques d'austérité nourrissent l'accroissement des inégalités, la précarité en entraînant la désertification de nos départements.

Ce n'est certainement pas en restant les bras croisés, que les choses changeront !
Alors ensemble, luttons pour défendre le peu de droit qu'il nous reste et en acquérir de nouveaux.

Journée de grève et mobilisation le jeudi 22 mars 2018.

**TOUTES et TOUS en GRÈVE JEUDI
22 MARS !**

**MANIF 10h30, cité administrative,
Angoulême**

« Le collectif syndical » appelle tous les salariés à faire **2h00 de Grève minimum par faction le jeudi 22 mars.**

Le collectif syndical